



Éditorial

CHANGER DE PARADIGME !

J'ai eu la chance de participer à plusieurs colloques où il était question de changement de paradigme. Nous vivons une crise multiforme. Faut-il sortir de la crise en recommençant comme avant ? Ou bien tout changer, d'abord notre regard et nos analyses, puis nos manières de produire et de vivre. Cette volonté de tout changer est appelée changement de paradigme. Mot savant. Très voisin d'un autre mot d'ordre : un autre monde est possible. Il n'y a pas que les altermondialistes qui disent cela. Beaucoup de gens en sont persuadés, des intellectuels, des fonctionnaires, des conseillers politiques, des gens qualifiés, à grandes responsabilités.

Dès lors, la question rebondit : pourquoi fait-on si peu, alors que tant de gens sont persuadés qu'il faut aller vers un modèle différent ? Mystère. Les hommes politiques gèrent les urgences immédiates. Le changement de paradigme ne produit ses effets qu'à long terme. La tentation est forte de toujours remettre à demain les douloureuses réformes structurelles.

Les intellectuels débattent du changement de paradigme, les prophètes annoncent un monde nouveau, les innovateurs sociaux commencent à le construire, les laboratoires d'idées mettent des chiffres sur ces données. Mais ce sont les politiques qui transforment les vœux en réalités, métamorphosent les idéaux lointains en actions collectives. P. Viveret, ancien conseiller des premiers ministres Rocard et Jospin, connaît les contraintes du métier politique.

Difficile métier politique. A l'heure où tant d'hommes et femmes politiques sont vilipendés, les acteurs de la société civile, jamais soumis à réélection, doivent rester réalistes : le changement de paradigme n'advient que par une coalition de la politique et de l'action de la société civile.

Antoine Sondag
antoine.sondag@lebret-irfed.org

L'émergence d'une nouvelle société

Par Patrick Viveret

P. Viveret, philosophe, ancien magistrat à la Cour des Comptes, est l'auteur, entre autres, de *Reconsidérer la richesse* (Ed. de l'Aube) et de *Pourquoi ça ne va pas plus mal ?* (Fayard) .

Notre société traverse-t-elle une simple crise ou bien vit-elle une mutation profonde, un changement de paradigme* ?

Il me semble clair que nous ne sommes pas dans une simple crise. Ou plutôt, ce qu'on appelle « crise » est le moment où se produisent les fractures dues au fait qu'on n'a pas changé de paradigme suffisamment tôt... Notre société connaît une mutation profonde, de portée mondiale et à multiples facettes : écologique, financière, sociale, culturelle et spirituelle, politique. Mais quand on aborde les grands défis de l'humanité avec les lunettes et les modes d'organisation du vieux monde, en train de disparaître, tous ces domaines sont en butte à des fractures et à des crises.

Le chômage de masse offre un exemple frappant de la façon dont le vieux monde pense un mode de croissance, essentiellement matériel, selon des logiques de compétition et avec un chantage à l'emploi, dont la pression s'exerce sans prendre en compte la nature des emplois. Il en résulte une incapacité des sociétés à faire en sorte que chacun trouve sa place. C'est un phénomène mondial...

Nous sortons de la civilisation du travail, au sens historique et étymologique du mot, caractérisé par la pénibilité, la dépendance et la nécessité vitale. Ce sens négatif est ancien ; c'est lui qui est associé au « tu travailleras à la sueur de ton front » du livre de la Genèse et à l'esclavage pratiqué dans les cités grecques. Mais le terme « travail » possède aussi un sens positif, qui est en jeu quand on parle du « droit au travail ». De ce point de vue, le travail procure un revenu et une protection sociale, une utilité et une place reconnue dans la société, plus l'estime de soi découlant de cette reconnaissance

sociale. La distinction d'André Gorz entre travail contraint et travail choisi et celle d'Hannah Arendt entre travail et œuvre éclairent cette ambivalence du mot « travail ». Le travail connoté positivement – la valeur travail – se situe du côté du travail choisi et de l'œuvre.

L'une des caractéristiques de la mutation actuelle est que nous avons de plus en plus la possibilité de sortir des économies matérielles et de la civilisation du travail pour aller vers des économies pleinement écologiques et humaines, garantissant le droit de tout être humain à faire de sa vie une œuvre, à exercer un métier qui soit un projet de vie. Le mot « métier », tel que le compagnonnage l'a inventé, est la contraction de « ministère » et de « mystère ». Il nous renvoie la question : que faisons-nous de notre vie ? (et non pas : que faisons-nous dans notre vie ?) Il y a une formidable libération potentielle de temps et d'énergie humaine, qui – comme le notait déjà John Stuart Mill – pourrait se consacrer au progrès artistique, moral et spirituel. Si l'on garde l'ancien logique, cette évolution est une catastrophe : cinq millions de chômeurs, dans un pays tel que la France, considérés comme des charges, comme des assistés au lieu de voir en eux des porteurs-anticipateurs du monde à venir, des personnes et des groupes déjà en mutation...

* Cette interview a été publiée par les *Cahiers de Spiritualité Franciscaine* (numéro 1, p. 39-50). Le site associé www.cahiers-franciscains.com publie le texte complet de l'interview. On y trouve aussi la possibilité de se procurer les numéros suivants de la revue ou de s'abonner.

Mais n'y a-t-il pas une dérive du côté des puissances d'argent et de la recherche effrénée du profit, qui bloque le changement de paradigme et engendre une souffrance accrue pour une part croissante de la population ?

Si, bien sûr. Cette dérive est particulièrement spectaculaire dans l'ordre de l'argent, mais elle ne lui est pas exclusive. Elle se manifeste dans toute une série de phénomènes de captation : la captation d'argent, sur laquelle nous allons revenir, mais aussi la captation de pouvoir – des phénomènes oligarchiques jouent dans tous les régimes politiques, y compris les démocraties –, la captation de savoir – les milieux académiques en sont des spécialistes, qui empêchent la libération des savoirs distribués dans la société, dont les réseaux d'échanges réciproques de savoirs ont montré l'importance – et, dans le domaine spirituel, la captation de sens – quand des cléricatures s'arrogent un monopole du sens, dont elles excluent toutes les autres voies spirituelles : « hors de mon église ou de ma mosquée, point de salut ».

Les phénomènes de captation ne se limitent donc pas au domaine de l'argent, mais l'explosion du capitalisme financier crée un problème majeur, aux conséquences très lourdes. Deux statistiques pour l'illustrer : aux USA, 90 % de la fortune annuelle supplémentaire sont confisqués par 1 % de la population ; à l'échelle mondiale, la fortune des deux cent vingt-cinq personnes les plus riches équivaut aux revenus des deux milliards et demi d'êtres humains les plus pauvres. Nous sommes confrontés à une formidable captation des richesses monétaires, qui fait que l'ensemble des progrès sociaux, des investissements écologiques, des mutations accompagnant la libération du travail vers l'œuvre, tels l'instauration d'un revenu de base et d'une protection sociale pour tous, se trouvent bloqués par cette terrible pompe à finance, qui draine l'essentiel de la richesse et les prive des moyens qui leur sont nécessaires...

Ce gigantesque hold-up en termes d'argent se double d'un gigantesque hold-up en termes de temps, car le problème de la captation des gains de productivité se retrouve du côté des temps de vie. Là où les gens auraient la possibilité de consacrer une grande part de leur temps non pas à la survie mais à la vie – à l'amitié, à la créativité, à l'art, au développement de valeurs morales et spirituelles – ces systèmes génèrent de la servitude. Ce hold-up sur les temps de vie est aussi grave que celui sur l'argent. Comme l'a rappelé le récent effondrement d'un immeuble au Bangladesh, où les ouvriers étaient payés à peine plus d'un dollar par jour, une importante partie de l'humanité se trouve maintenue dans un état de quasi

esclavage du fait de ce double hold-up. Le pape François et les Indignés ont raison : il ne s'agit pas là d'une crise mais d'une arnaque, qui profite à une infime minorité : les 1 % de privilégiés évoqués plus haut, parmi lesquels il faut encore distinguer entre les riches, les très riches et les ultra-riches. Malgré un luxe effréné, ces derniers sont incapables de dépenser leur fortune, ce qui contribue à enfermer une grande partie de l'argent dans l'économie spéculative.

La captation des richesses est fondamentale et, surtout, elle entretient des rapports avec les autres types de captation, comme le révèlent les diverses formes de corruption politique : financement des campagnes électorales, lobbying des multinationales au parlement européen, etc. Pour ce qui est de la captation de sens, il existe un lien direct, qu'a exposé Joseph Stiglitz, entre le fondamentalisme marchand et le fondamentalisme identitaire (dont le religieux n'est que l'une des formes). En détruisant les éléments du vivre ensemble et les repères culturels des populations, le premier creuse directement le lit du second.

Il y a donc un risque d'avoir des gens déracinés, plus vulnérables que jamais à l'économie de profit ?

Oui. Il y a beaucoup plus de perdants que de gagnants dans une guerre de compétitivité et les nations qui se trouvent tout en queue connaissent un état d'anomie sociale : il n'y a plus rien qui tienne et la porosité aux logiques fondamentalistes est d'autant plus importante. Le Mali illustre bien ce qui se passe quand un pays est dans cette situation. À quoi cela sert-il d'aller mener la guerre contre le fondamentalisme religieux au Mali quand, dans notre propre pays, on perpétue un fondamentalisme marchand qui produit la montée d'un fondamentalisme identitaire, dont témoigne la montée du Front National ?

Revenons à la question des chômeurs. Comment faire en sorte qu'ils deviennent des porteurs de potentialités créatives ? Quel message convient-il de leur adresser ?

Il faut, tout d'abord, éviter de créer une angoisse telle que la personne soit tétanisée par la peur pour elle-même et sa famille, par crainte du toboggan conduisant à la fin de droits et à la régression sociale, ce qui l'empêche de développer ses potentialités créatives. Un premier moyen consiste donc en une vraie sécurisation en termes de revenus, de protection sociale et de garantie que l'on ne va pas basculer dans la détresse sociale. C'est une condition nécessaire mais non suffisante. Il faut, ensuite, prendre en compte le fait qu'une majorité de personnes en transition ne peuvent devenir contributives socialement que si on les aide à changer de posture par rapport à leur propre vie et au travail. Elles doivent apprendre à passer de la logique du travail contraint à la logique du travail choisi, du métier créateur, de l'œuvre...

Tout être humain est porteur d'aptitudes, par exemple : le métier de « chef de projet » (de sa propre vie), qui concerne chacun d'entre nous – et la société a intérêt à ce que ce métier soit exercé dans de bonnes conditions, car une personne qui ne parvient pas à prendre en charge sa vie se détruit elle-même et provoque des dégâts collatéraux qui coûtent très cher à la collectivité. Un autre exemple : les réseaux d'échanges réciproques de savoirs ont mis en évidence que tout être humain est porteur de savoirs, non pas au sens académique mais au sens de connaissances pratiques, de savoir-faire, de savoir-être. Chaque personne possède de multiples compétences et il est faux de croire qu'il y aurait, d'un côté, ceux qui savent et, de l'autre, les exclus du savoir. Être parent, c'est un métier. Être bénévole, c'est un métier.

Il faut accompagner cette mutation, car

LES TROIS AXES DU NOUVEAU PARADIGME

- L'instauration de politiques de temps de vie prenant en compte la durée complète de la vie. Sortir de l'actuelle vision réductrice de l'activité et de l'inactivité humaines.

- La prise de conscience qu'au cœur de l'insoutenabilité écologique, sociale et financière, qui caractérise le vieux monde en train de disparaître, il y a le couple formé par la démesure et le mal-être. La démesure est à la fois un indicateur et l'aliment d'une gigantesque économie du mal-être : les marchés de la drogue et de la publicité représentent chacun dix fois les sommes nécessaires pour traiter les besoins vitaux de l'humanité ; les dépenses d'armement, vingt fois.

- La mise en œuvre d'une stratégie de transition vers une société du bien-vivre, acceptant les limites écologiques et sociales à la croissance et valorisant la « sobriété heureuse ».

devenir chef de projet de sa propre vie ne va pas de soi pour bien des gens, et remplacer la définition très réductrice de l'activité qui règne actuellement. Cette notion extrêmement réductrice de l'activité engendre, par symétrie, une notion absolument démesurée de la prétendue inactivité. Les retraités sont considérés comme inactifs alors que nombre d'entre eux apportent une contribution importante à la vie sociale et sont souvent plus utiles à la société qu'à l'époque où ils exerçaient un travail salarié. La moitié des responsables d'associations et de petites collectivités territoriales sont des retraités.

On ne pourra pas continuer indéfiniment à faire peser sur le seul travail rémunéré, selon les normes de l'ancien logiciel, tout le poids de l'organisation sociale. En France, ce travail rémunéré ne représente, en calculant large, que 11 % de la durée totale moyenne d'une vie humaine. Si on veut lui faire assumer, en outre, toute la protection sociale – qui, elle, porte sur la totalité du temps de vie – on pressure encore plus ces 11 %, avec des effets pervers de stress et de souffrance au travail, auxquels viennent s'ajouter les coûts annexes. Il faudrait, au contraire, instituer une politique du temps de vie, allant de l'accompagnement de la naissance jusqu'à celui de la mort, ayant pour critère la capacité de contribution de l'intéressé(e) au bien commun. Cela exige de se poser la question : quelles sont les activités socialement bénéfiques et celles socialement nuisibles ?

L'instauration d'une politique du temps de vie permettrait de repenser, d'une façon radicalement différente, les problèmes du chômage, de la retraite et des temps de formation...

Quels sont les leviers permettant de réaliser cette transition, dont les acteurs sont, pour l'heure, très minoritaires ? On pense spontanément à Internet et aux réseaux sociaux...

Les acteurs les plus minoritaires, aujourd'hui, ce sont les accapareurs de richesses : les 1 % de bénéficiaires directs du système. Les victimes sont très largement majoritaires, mais ou bien ne sont pas assez reliées entre elles ou bien n'imaginent même pas qu'un autre monde soit possible. En ce cas, les catégories menacées ont souvent tendance à se retourner contre d'autres victimes, plus pauvres qu'elles, pour tenter de maintenir la différence – il en va ainsi lorsque les classes moyennes se retournent contre les immigrés ou les Roms.

Les leviers permettant d'agir sont toutes les réalités rassemblant l'énergie créative, qui est considérable à l'échelle mondiale. Toutes les personnes privilégiant l'être sur l'avoir et le paraître, impliquées so-

LEXIQUE

- **Paradigme** : en grec ancien, « paradeigma » signifie « modèle, exemple » ; en sociologie, ce mot désigne un système global de représentation du monde ou de la société, qui modèle la compréhension qu'a un groupe ou un individu de soi-même et de son environnement.

- **Reliance** : ce terme est une francisation du mot anglais « reliance » (to rely = s'appuyer sur, faire confiance) ; il exprime le lien ou l'état de connexion unissant deux ou plusieurs réalités.

cialement, respectueuses de la nature, en recherche spirituelle ont déjà entamé leur mutation et sont acteurs de l'émergence d'une nouvelle société. Des enquêtes ont montré que leur noyau dur représente environ 12 % de la population occidentale et leur noyau large, près de 25 %. Le problème est que, jusqu'à présent, ces gens ne se connaissaient pas et que la plupart d'entre eux n'avaient pas conscience de leur force collective. Il y a des formes de reliance* à inventer, qui respectent la foisonnante biodiversité de ces personnes. C'est précisément ce qui se passe dans les forums sociaux mondiaux, avec l'extraordinaire diversité de leurs participants et leur création d'une reliance souvent ludique et festive, qui exprime l'émergence d'une société civile mondiale.

L'opportunité que les technologies de l'information et de la communication offrent à l'humanité de se constituer en réseau pensant est l'un des grands enjeux actuels et une chance considérable, mais à condition que ce réseau pensant apprenne à devenir un réseau confiant et que l'on travaille à élever l'intelligence du cœur autant que l'intelligence mentale. Le fait de pouvoir communiquer instantanément avec d'autres acteurs de changement partout dans le monde et d'accéder en quelques clics à de passionnantes ressources concernant les villes en transition ou le dialogue des civilisations est magnifique, mais il importe que ces technologies stimulantes soient au service de logiques coopératives et solidaires, plutôt que de logiques compétitives ou destructrices.

Quel rôle jouent la rencontre des civilisations et le dialogue interculturel ? Y a-t-il, en ce domaine aussi, des mutations qui peuvent s'observer ?

C'est un domaine essentiel, marqué par un mouvement en spirale : nous sommes aux prises avec d'anciennes questions, qu'a déjà affrontées l'humanité, mais avec l'expérience de la modernité. Je fais l'hypothèse que nous sommes en train de vivre la fin du cycle historique des Temps Modernes, ce qui nous impose de relever un double défi. Primo, garder

le meilleur de la modernité – l'émancipation, la liberté de conscience, l'individuation et la formidable libération d'énergie qu'elle a créée par rapport aux sociétés d'ordres – en rejetant ce qu'elle a de pire : la chosification de la nature, du vivant et des humains eux-mêmes (dont l'une des formes est le fondamentalisme marchand). Secundo, intégrer le meilleur des civilisations et sociétés de traditions, à savoir la reliance à la nature, aux autres (force du lien social) et aux facteurs producteurs de sens... trois éléments que la modernité a perdus ou a vu s'affaiblir en cours de route. Mais la reliance a aussi sa part d'ombre, qui est la dépendance. Le lien social peut se transformer en contrôle social, l'affirmation du sens peut tourner au fondamentalisme et la communion à la nature peut virer à une forme d'intégrisme écologique. Un défi majeur pour notre époque est donc de construire un dialogue de civilisation ouvert et exigeant, où ce double mouvement de « tri sélectif » permette de garder le meilleur de la reliance et le meilleur de la liberté et de l'émancipation, en opposant une résistance créative aux forces cherchant à imposer le cocktail du pire, en l'occurrence l'expansion des fondamentalismes marchand et identitaires. C'est un enjeu planétaire, mais aussi local, dans les quartiers de nos cités.

Votre trajectoire de vie éclaire-t-elle vos analyses ?

Si je tente de dégager un fil rouge dans la trame de ma vie, je me définirais comme un passeur-cueilleur. En effet, j'ai souvent eu la chance de me situer à l'intersection d'univers cloisonnés et d'organiser des passerelles entre eux.

Comme chargé de mission gouvernementale sur l'évaluation des politiques publiques (gouvernement Rocard) et sur une nouvelle approche de la richesse (gouvernement Jospin), j'ai œuvré à établir des ponts entre l'univers de la société civile, des initiatives citoyennes, et l'univers institutionnel. Ces missions ont réussi parce qu'elles ont reçu un appui de la société civile, qui a permis d'inscrire dans le débat public les questions qu'elles traitaient.

Même dans une institution telle que la Cour des Comptes, j'ai pu conserver cet œil pluridisciplinaire, qui m'a donné de découvrir pourquoi les économistes ne comprennent pas la monnaie. C'est parce que celle-ci n'est pas d'origine économique mais religieuse ! Poser sur elle un regard monodisciplinaire revient à s'interdire de comprendre les grandes crises monétaires actuelles. Je pense que toute crise financière majeure doit être interprétée dans les catégories d'une crise religieuse. Le mot « finance » renvoie à « fides » (confiance, foi) et « crédit », à « credere » (croire). Une grande crise financière est la crise d'un socle de croyances et d'un socle de confiance, une crise du crédit. Dans notre société, l'économie est l'un des principaux lieux de croyances, mais de croyances non interrogées, ce que j'avais nommé « écoligion » dans l'un de mes rapports.

Quelles sont les raisons d'espérer ? Lesquelles vous paraissent les plus porteuses de vie et les plus aptes à faire émerger ce nouveau paradigme ?

Nous en avons évoqué plusieurs. La prise de conscience écologique, en sa face positive, aide l'humanité à se construire comme destin commun. Le seul fait de comprendre qu'elle vit dans des écosystèmes vulnérables, où elle est en posture de co-création et non de production, peut changer radicalement la vision de l'économie et de la richesse. Il y a aussi le changement de rapport au pouvoir. Nous sentons bien que les formes démocratiques actuelles sont en voie d'épuisement et que, simplement réduite à la loi du nombre, la démocratie ne permet pas de traiter les problèmes d'une société complexe. Nous avons besoin d'une mutation qualitative de la démocratie. Des groupes quantitativement très minoritaires peuvent être des lanceurs d'alertes ou des visionnaires. Alors que dans une approche quantitative de la démocratie ils seront considérés comme négligeables, dans une approche

RÉSUMÉ DE QUELQUES EXTRAITS DE P. VIVERET, POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?, FAYARD

En réponse au mal-être de notre société, Patrick Viveret fait la promotion de la logique de coopération, de citoyenneté et « d'art de vivre » à l'échelle du globe. Plutôt que d'être obsédés par notre vulnérabilité, nous pouvons concentrer nos efforts sur la réalisation de soi. « L'art de vivre » peut alors être compris comme une question collective. Pour modifier notre vision du monde, il faut évoluer : sortir de la logique de guerre économique, bâtir un autre rapport à la richesse, au pouvoir et à la vie.

La vision de l'auteur est qu'il est possible de faire évoluer la société. Pour ce faire, il est nécessaire de se baser sur les forces déjà en place. « On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré » disait Albert Einstein. Ainsi, en arrêtant de ne percevoir que les contraintes, nous pouvons focaliser notre esprit sur les opportunités et développer de nouvelles solutions. Il ne s'agit plus uniquement de rêver d'un autre monde possible, mais de reconnaître d'autres manières de vivre déjà présentes.

Selon Patrick Viveret, il existe un levier permettant de développer cette nouvelle vision : les « créatifs culturels ». Les « créatifs culturels » considèrent qu'il existe un lien entre la transformation personnelle et la transformation sociale. Le mouvement des créatifs culturels pourrait expérimenter sur lui-même ses propres idées économiques et coopératives sans attendre leur diffusion immédiate à l'ensemble de la société.

qualitative ils seront perçus comme des contributeurs ayant toute leur place.

Quelles sont aujourd'hui les bonnes nouvelles pour le peuple humain ? La première est précisément que l'humanité est en train de se constituer en tant que peuple. Avec Auschwitz et Hiroshima, l'humanité a commencé par se constituer en sujet négatif de sa propre histoire. Au sortir des horreurs de la seconde guerre mondiale, avec en particulier la Déclaration des droits de l'homme de 1948, elle a commencé de se constituer en sujet positif de sa propre histoire. Ce progrès qualitatif de l'humanisation ne peut se poursuivre que si le peuple humain progresse aussi dans sa qualité spirituelle. Ce progrès spirituel est loin d'être gagné mais il est possible.

Derniers numéros parus



414 : *L'économie verte en procès*,
par Yves Berthelot

415 : *Gouverner un monde complexe*,
par René Passet

416 : *L'économie solidaire au service d'un développement intégral, démocratique et durable*,
par Maria Angelina de Oliveira et Adriana Bezerra Cardoso

417 : *La liberté de religion et de croyance dans le monde*,
par Pierre Morel

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed - 49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebret-irfed.org

L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Yves Berthelot

Rédacteur en chef : Antoine Sondag

Conseil de rédaction : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Karine Besses, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Karine Meaux, Anouk Coqblin, Denise Sanou, Bernadette Huger, Asphodèle Berthelot-Eiffel, Emmanuelle Bouzigon, Jacqueline de Bourgoing.

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication. Pour soutenir nos actions : chèque en euros, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-Irfed

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE) ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé

